

Intervention de M. Erwin Teufel, Ministre-président

(pour le Bundesrat allemand)

**lors de la session de la Convention européenne des 7 et 8 novembre
2002**

(Débat sur le rapport final « Gouvernance économique »)

Seul le texte prononcé fait foi !

Embargo : début du débat

[Adresse],

Le groupe de travail „Gouvernance économique“ a traité des questions importantes et délicates de politique économique et monétaire. La difficulté de la thématique est illustrée par le fait que le groupe de travail n'a pu se mettre d'accord sur des recommandations communes que de manière limitée, conformément aux indications de notre collègue, Monsieur Hänsch, lors de la dernière réunion de la convention. C'est à lui que nous devons le fait que le rapport final reflète l'état de la discussion dans le groupe de manière extraordinairement claire.

Je me limiterai simplement à quelques remarques générales.

1. J'ai déjà exprimé à plusieurs reprises mon scepticisme quant à la question de savoir si l'image du futur traité à portée constitutionnelle ne pâtirait pas de la présence, à côté du préambule et de l'énoncé des „valeurs de l'Union“, d'un autre article reprenant de manière approfondie les objectifs politiques de l'Union. Dès lors, à propos de la page 2 du rapport final, je ne partage pas l'avis selon lequel il faudrait décrire dans un catalogue d'objectifs détaillé les objectifs économiques et sociaux, tels que la croissance durable, le plein emploi, etc. Notre traité constitutionnel ne devrait contenir aucune promesse générale, mais simplement déterminer dans quels domaines l'Union est compétente et peut agir. Les objectifs sociaux de l'Union devraient être fixés dans le chapitre consacré à la politique sociale, comme c'était le cas jusqu'à présent.
2. En ce qui concerne la politique monétaire (p. 3 du rapport), je rejoins l'avis majoritaire du groupe de travail, selon lequel les règles relatives à la Banque centrale européenne, chargée en tout premier lieu de garantir la stabilité des prix, doivent rester inchangées. J'approuve tout autant la constatation du groupe de travail (p. 4 du rapport) au sujet de l'importance extrême que revêt le respect intégral des exigences du Pacte de stabilité et de croissance. Je rappelle à cet égard la mission conférée par la Conférence de Nice à la Convention de simplifier les traités sans pour autant les modifier. À mon avis, le projet d'ensemble de la future Union européenne serait discrédité aux yeux de la population en cas d'atteinte sérieuse portée à la stabilité de l'EURO. La

stabilité de la valeur de l'argent revêt précisément une importance sociale majeure pour les catégories de revenus inférieures.

3. Une dernière remarque: le rapport évoque dans ses pages 5 et 6 la méthode ouverte de coordination, développée lors du sommet de Lisbonne en 2000. Ce point a une portée générale et ne revêt pas d'importance particulière pour la gouvernance économique. Si le traité constitutionnel devait ouvrir la voie à la coordination ouverte, il y aurait simplement lieu de préciser que cette méthode n'est qu'une procédure informelle de nature politique, qui ne change rien à la répartition des compétences entre l'Union et les États membres. La coordination ouverte est un échange d'informations et d'expériences au regard des meilleures méthodes à appliquer et rien de plus.